

Osez... plus de démocratie !

Nous sommes dans un monde en crise et la 8ème circonscription des français établis hors de France en concentre quelques unes des plus notoires. Des conflits territoriaux empêchent les peuples de vivre en paix. La crise économique fait parler d'elle au travers de la dette souveraine que les plus vulnérables payent au prix fort.

Chaque candidat va tenter d'expliquer sa solution à tous ces problèmes afin de recueillir vos suffrages. Ma contribution à ce débat est un peu singulière parce qu'elle vous propose de **participer directement aux changements**.



Alix Guillard
candidat

Pour une vraie transparence de la politique

En prônant plus de démocratie, je vous propose de vous permettre de participer plus efficacement et plus directement aux destinées de notre pays. Pour cela, le Parti Pirate propose depuis des années de **rendre la politique vraiment plus transparente** et une réforme de la justice pour rendre cette dernière plus autonome. Les grands déballages actuels ne sont pas la transparence que nous appelons, nous voulons clarifier les marchés publics et les notes de frais des députés, prévenir les conflits d'intérêt et mieux contrôler le travail des élus... Un contrôle efficace devra être mis en place avec l'aide de tous.

Dans ce cadre que j'appelle de mes vœux, je ne pourrai qu'être à l'écoute des besoins des habitants de la 8ème circonscription. Je n'ouvrirai pas de permanence fixe mais **je mettrai en place des outils modernes de démocratie liquide pour consulter tout le monde, je rendrai des comptes sur mon site web et je rejetterai tout clientélisme**. Je m'y suis engagé en [signant la charte Anticor](#).



Carole Fabre
suppléante

Un revenu décent pour tous

Pour permettre à tous de pouvoir vivre dignement, je propose aussi de remplacer l'ensemble des aides et indemnités sociales par **un revenu de base pour tout citoyen de la naissance à la mort**. Cette idée n'est pas la mienne, elle a été étudiée par plusieurs économistes qui ont fait la preuve de sa faisabilité. Nous sommes au XXIème siècle, je trouve essentiel que l'humanité continue de progresser au point que chacun n'ait plus à lutter pour survivre.

Développer la francophonie et la culture française dans le monde

[Mon programme comporte de nombreux points](#) mais le point essentiel que je voulais aborder est **la francophonie et la culture**. Le Parti Pirate fait de nombreuses propositions pour adapter le droit d'auteur et **faciliter la diffusion de la culture**. L'une d'elles est de favoriser le domaine public. Je souhaite que grâce à cela les contenus culturels et pédagogiques francophones soient plus nombreux, plus accessibles et meilleur marché. Je veillerai à ce que leur [diffusion à l'international soit facilitée](#).

Je suis, comme vous, un français vivant à l'étranger, je ne suis pas un politicien mais un citoyen qui veut changer les choses. Continuons d'échanger pour qu'ensemble, nous reprenions le contrôle des décisions politiques qui nous affectent.

Alix Guillard

LE 26 MAI, VOTER PIRATE C'EST VOTER POUR VOUS !

Mon programme pour la nation et les Français de la 8ème circonscription

Transparence de la vie politique

- Interdire le cumul des mandats à plein temps et lutter contre l'absentéisme parlementaire.
- Limiter les lois d'exception et le recours à la procédure d'urgence. Abroger les lois d'exception superflues ou néfastes.
- Publier et contrôler le patrimoine, le revenu et les notes de frais des élus. Supprimer la réserve parlementaire.
- Interdire les machines de vote électronique et le vote par internet, vulnérables à la fraude.
- Comptabiliser et annoncer le vote blanc.

Indépendance de la justice

- Créer un Conseil supérieur de la justice (CSJ) indépendant qui ne soit pas nommé par le gouvernement ou le parlement.
- Rattacher le Parquet, le juge administratif suprême (actuellement Conseil d'État), le Défenseur des droits, la CNIL, la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) au CSJ.
- Encadrer plus justement les gardes à vue.
- Mettre en place une procédure collective d'action en justice.

Ouverture des données

- Définir une liste de normes et de standards ouverts commune pour toutes les institutions publiques.
- Publier toutes les données publiques sous des licences libres, permettant leur réutilisation y compris commerciale.
- Renforcer la CADA et lui donner un pouvoir d'injonction.
- Étendre la notion de donnée publique à la sphère privée pour libérer des informations comme les horaires de transports ou les détails de fabrication.

Protection de la vie privée

- Interdire le fichage généralisé et centralisé, notamment des enfants (Base-Élèves) ou de simples citoyens.
- Abolir les fichages illégaux de la Police.
- Encadrer la rétention de données par les acteurs privés.
- Préserver le secret de la correspondance et la neutralité des réseaux de communication en légiférant comme aux Pays-Bas.
- Interdire aux partis et candidats l'accès aux listes électorales consulaires, la propagande électorale pouvant être envoyée directement par l'administration.

Macroéconomie

- Utiliser un autre indicateur que le PIB pour mesurer la prospérité du pays.
- Mettre en place des barrières à la spéculation dont les effets sont dévastateurs.
- Lancer les enquêtes pour identifier et annuler les dettes illégitimes.

Réformes fiscales

- Remplacer les multiples impôts et contributions par un impôt unique progressif, prélevé à la source, simple et transparent.
- Remplacer les multiples aides et allocations par un revenu de vie universel et inconditionnel, sans aucune contrepartie, s'ajoutant entre autre au revenu du travail, permettant de vivre *a minima*.

Société de la connaissance

- Pouvoir partager une œuvre hors but lucratif ; comme on prête un livre ou un CD.
- Créer un « fair use » englobant toutes les exceptions actuelles du droit d'auteur.
- Remettre à plat ce système privé et inégalitaire de gestion collective des droits d'auteurs, dont les abus et l'opacité ont été dénoncés par la Cour des Comptes.
- Réformer les brevets de façon à garantir son objectif original : favoriser l'innovation.
- Encourager le soutien aux auteurs et artistes directement par les citoyens par la mise en place de plates-formes comme les sites de financement participatif (*crowdfunding*).
- Empêcher les ayants-droits de bloquer l'édition ou la diffusion de leurs produits, notamment les émissions de télévision françaises en fonction de la localisation géographique des téléspectateurs.

Domaine Public

- Protéger et renforcer le domaine public. Interdire toute appropriation même limitée dans le temps.
- Réduire le délai avant entrée d'une œuvre dans le domaine public, rappeler que le droit d'auteur est l'exception et non la norme.
- Supprimer tout droit d'auteur pour les productions d'agents de l'État dans l'exercice de leur fonction ou de productions financées à 100 % par l'État comme des ouvrages scolaires.

Je n'aborde volontairement pas toutes les problématiques qu'un député doit aborder au cours de son mandat. Tout d'abord parce que personne ne peut prétendre tout connaître, ensuite parce qu'un député doit participer à aux discussions initiées par d'autres. Le Parti Pirate, lui non plus, n'a pas d'avis sur tout. Dans l'élaboration et l'élargissement de son programme, il tient à ce que tout ses membres participent. **Mon positionnement, tant sur les lois que sur l'action du gouvernement, sera fondé à la fois sur les retours et les propositions des électeurs de la 8ème circonscription et sur la consultation des adhérents du Parti Pirate.**

À l'étranger aussi, rejoignez le Parti Pirate

Le Parti Pirate se construit grâce à ses membres. Ce sont eux qui élaborent le programme du parti. À l'étranger aussi, nous allons faire valoir nos idées. Expatriés, détachés, binationaux, olim, étudiants Erasmus, contrats VIE ou PVT, tous les français de l'étranger sont invités à embarquer avec nous.

Adhérez : <http://ppir.at/9g> - Site web des expats : <http://ppir.at/expat>

